

Que faire après les législatives (France) - Rencontres des 24 et 26 juin 2022 : un débat et un début !

dimanche 3 juillet 2022, par [BICHINDARITZ Manu](#), [ELYES Samir](#), [POUPIN Christine](#), [SIMONNET Danielle](#), [TROUVE Aurélie](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juin 2022).

Vendredi 24 juin, 450 personnes se sont retrouvées à l'invitation du NPA pour une réunion publique sous forme de débat. Quelques jours après le second tour des élections législatives, il s'agissait de reprendre le fil des échanges, voire des confrontations, pour avancer dans l'organisation d'une gauche qui veut rompre avec le système.

Dimanche 26 juin s'est tenue une rencontre à l'invitation du NPA, suite à une série de discussions et rencontres bilatérales. Étaient présentEs des camarades, d'Ensemble !, de Rejoignons-Nous, de On s'en mêle, de PEPS et de l'UCL. Étaient excusés les camarades d'Ensemble-Insoumis.

Sommaire

- [« Comment faire entrer la](#)
- [« On va voir si à l'Assemblée](#)
- [« Notre devoir est de faire en](#)
- [Ce n'est qu'un début, continuo](#)

La première partie de la discussion lors du débat du 24 juin a montré un très large accord sur l'analyse de la situation au lendemain de la séquence électorale : l'usure et l'affaiblissement du macronisme, la persistance et l'aggravation de la menace de l'extrême droite et l'émergence d'une gauche unie polarisée par une orientation de rupture avec le néo-libéralisme. Accord aussi sur l'urgence de construire la résistance face à la politique que va mener Macron en alliance avec la droite et face à une extrême droite renforcée. Le débat a beaucoup porté sur l'appréciation de la Nupes. Si elle a constitué « une bonne surprise » et est appréciée positivement en ce qu'elle a permis une remobilisation (relative) et l'expression d'un vote de classe et antiraciste, le bilan de la campagne pour les législatives est très contrasté et révèle les contradictions de la Nupes : accords d'appareil avec l'exclusion de nombreux et nombreuses militantEs de terrain, en particulier des quartiers populaires, antiracistes, féministes ; réalité variable de la dynamique unitaire ; question de la démocratie... Ce premier échange appelle un véritable bilan des différentes expériences locales pour mieux comprendre l'apport, les contradictions et les problèmes posés par une telle alliance.



Que faire de la Nupes ?

Le deuxième temps de la rencontre portait sur les perspectives que nous pouvions dégager en commun pour une « gauche de combat ». Plusieurs points importants font accord entre les différentes composantes : l'importance déterminante des questions écologiques et la nécessité d'une écologie populaire, anticapitaliste et de lutte contre les discriminations ; la nécessité de construire « par en bas », dans les lieux de travail et les quartiers populaires ; la nécessité de construire une culture commune réellement antiraciste et féministes avec la place qui est due aux premier.es concernées. La Nupes (ou plutôt l'Union populaire car il n'est pas sûr que la Nupes se maintienne) apparaît à la fois comme un point d'appui incontournable et comme un outil insuffisant et contradictoire. Bouleversant le champ politique, elle pose de nouvelles conditions pour la gauche de lutte, formulées différemment par les unEs et les autres : une stratégie dedans-dehors, ni dénoncer ni considérer que c'est « l'espoir à gauche », ne pas être à la remorque mais accompagner, s'appuyer sur la Nupes pour dépasser la Nupes... Concrètement cela signifie participer aux parlements populaires nationalement et localement là où ils existent et vivent réellement, mais aussi prendre des initiatives, chercher à regrouper les autres voix multiples qui existent et sont aujourd'hui éparpillées, s'organiser...

Quel outil politique ?

Entre les différentes organisations et regroupements, il y a un débat sur la nécessité de la construction-refondation d'une nouvelle force politique (anticapitaliste, pour une écologie sociale, féministe et antiraciste) dépassant les groupes existants, c'est ce que défendent le NPA et les camarades d'Ensemble ! présentEs, c'est le projet de Rejoignons-nous et cela demande de continuer les échanges et expérience communes sur le programme, le fonctionnement... Les camarades de PEPS (qui sont en cours de fusion avec le groupe l'Offensive) et de l'UCL considèrent qu'une nouvelle organisation commune n'est pas à l'ordre du jour. En revanche il y a accord pour œuvrer ensemble pour les mobilisations de résistance, pour un front antifasciste, en solidarité avec le peuple ukrainien... et aussi pour poursuivre publiquement le débat tant sur le projet politique que sur les outils à construire. Cette volonté va se concrétiser par des contributions dans notre revue, par des participations croisées aux rencontres organisées par les unEs et les autres, dont un cycle de cinq débats coorganisés lors de notre université d'été, par un texte commun issu de cette première réunion, et en proposant de la démultiplier localement... ce qui pourrait déboucher sur des « États généraux » à l'automne.

Christine Poupin

« Comment faire entrer la lutte dans l'Assemblée ? »



Aurélie Trouvé est économiste, ancienne porte-parole d'Attac, présidente du parlement de l'Union populaire puis de la Nupes, députée dans le 93. Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Pour commencer, je tiens à dire que je suis très heureuse d'être là. On est compagnons de longue date avec le NPA, dans les mouvements sociaux, dans vos débats à l'université d'été, et évidemment je ne changerai pas ça. Je considère qu'on fait partie de la même famille, c'est-à-dire la gauche de combat, une gauche anticapitaliste à laquelle j'appartiens toujours. Bon, maintenant je suis députée, ça fait trois jours et c'est vrai que je n'arrive pas à m'y faire. Quand on a passé 20 ans dans les mouvements sociaux, à lutter d'une certaine façon, ce n'est pas évident, et c'est un enjeu important : comment ne pas perdre son âme, comment faire en sorte d'articuler les mouvements sociaux et ce qui se passe dans l'Assemblée, comment on s'empêche de s'embourgeoiser alors qu'on arrive sous les ors de la république... et comment, surtout, on fait entrer la lutte dans l'Assemblée.

« On bloquera, et on en est plutôt fiers ! »

Car ce n'est pas simple, il ne faut pas se leurrer, et c'est ce dont j'avais parlé dans mon bouquin le Bloc arc-en-ciel : il y a d'un côté une méfiance, à juste titre, dans les mouvements sociaux, vis-vis du politique, y compris vis-à-vis de la gauche ; et de l'autre, du côté du politique, une envie d'être avec les mouvements sociaux, mais avec une autonomie à respecter. Il y a donc plein de choses à inventer, avec des gens comme moi, mais comme d'autres aussi, qui rentrent dans l'Assemblée avec des années de luttes sociales, dans la rue, dans l'entreprise, de multiples façons...

Concernant le contexte post-élections, je voudrais insister sur le fait qu'on a bien assisté à une défaite de la Macronie lors de ces élections, et quelque part c'est déjà une victoire : on montre que la Macronie est à bout de souffle, que l'extrême libéralisme est à bout de souffle. Alors moi quand sur les plateaux télé on me dit « Oui mais là on est dans le blocage », j'ai envie de dire que c'est tant mieux ! Tant mieux si on a bloqué, si on peut bloquer le rouleau compresseur ultra-libéral ! Alors si on doit bloquer les régressions sociales, on bloquera, et on en est plutôt fiers !

À propos de la Nupes, on peut avoir des discussions et des débats entre nous, mais pour moi il y a quelque chose de clair : on a déplacé le centre de gravité, le point d'équilibre de la gauche, de ce qu'on appelle la gauche. Dans le programme de la Nupes, il y a un rejet de ce qu'a été le Hollandisme, avec par exemple la demande de l'abrogation de la loi El Khomri, et ça pour moi c'est aussi une victoire : aujourd'hui la gauche se situe, peut-être pas assez, je l'entends, sur une ligne de rupture sociale, écologique et démocratique. Et ça c'est une victoire car c'est nécessaire : pour répondre aux immenses enjeux d'aujourd'hui, ça ne pourra être que par la rupture, et pas par des petits changements, à la marge. Et c'est vrai que le NPA n'était pas dans l'accord au niveau national, mais moi localement j'ai fait campagne avec des copains du NPA, et aussi avec des militants associatifs, syndicaux, des anarchistes... C'est ce bloc arc-en-ciel dont je parlais dans mon livre, le rouge des forces syndicales, communistes, le vert des forces écologistes, le jaune des Gilets jaunes et des insurrections populaires, le violet du féminisme, le multicolore des luttes LGBTI et des luttes antiracistes... Tout cela s'est réuni pour nous faire gagner dans de nombreux endroits.

Et je finirai juste avec un mot sur l'extrême droite. On ne peut pas complètement se réjouir de ce qui s'est passé aux élections, car on a aujourd'hui un immense danger. On a eu cinq ans de macronisme, de banalisation de l'extrême droite, et pas seulement par la Macronie : je le dis, je le répète, mais la manif qui a eu lieu avec des syndicats factieux de policiers, le fait qu'il y ait eu des leaders de la gauche qui s'y rendent, c'était une erreur, et aujourd'hui on s'en rend encore plus compte. On a donc eu cinq ans de banalisation de l'extrême droite, cinq ans de lois ultra-sécuritaires, et là on a

devant nous une bataille antifasciste, une bataille antisexiste, une bataille antiraciste à mener contre le Rassemblement national.

Aurélie Trouvé

« On va voir si à l'Assemblée les gens de la Nupes se saisissent de nos luttes »



Crédit Photo. Photothèque Rouge / JMB

Samir Elyes est un ex-membre du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), membre du comité Vérité et justice pour Adama et du collectif de quartiers populaires « On s'en mêle ». Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Moi je ne suis pas député, je ne suis pas élu, voilà. On remercie le NPA d'avoir invité On s'en mêle, et si on a accepté de venir, c'est parce que nous, dans les quartiers, on est en attente. On est contents de ce qui a pu se passer lors du premier tour de la présidentielle, mais c'est loin de nous suffire. Car quand on voit ce qui s'est passé par la suite, quand on voit les négociations pour les législatives, comment elles ont été menées entre les partis de gauche, on se rend compte qu'encore une fois les quartiers ont été la dernière roue du carrosse. Comme depuis 50 ans.

« Nous on attend beaucoup de choses »

Nous ça fait longtemps qu'on attend. Et aujourd'hui encore on est en attente. On n'a encore rien gagné dans les quartiers, pour la simple et bonne raison qu'on est à terre. Avec la précarité, la pauvreté, la police et son fonctionnement dans nos quartiers... Nos jeunes aujourd'hui, ils ont affaire à des milices. On n'a plus d'écoles, on nous envoie les profs les moins bien notés pour éduquer nos enfants... Nos écoles sont détruites, elles ne sont pas rénovées, mais à côté de ça on est en train d'armer la police municipale. Etc.

Alors nous on attend beaucoup de choses. On attend beaucoup de la Nupes. Mais à côté de ça, on n'attend rien non plus. Parce qu'on sait faire, parce que ça fait 50 ans qu'on se lève dans nos quartiers, qu'on organise des luttes, qu'on se bat contre toute forme de mépris. Et on a été méprisés non seulement par la gauche, mais aussi, à certains moments, dans les mouvements sociaux. Alors nous, si on a décidé de s'en mêler, c'est pour une bonne raison : l'extrême droite, nous, on la ressent matin, midi et soir. Tous les jours. C'est pour ça qu'on a décidé de faire barrage au premier tour de la présidentielle, et on en est fiers, on en est contents. Et si c'était à refaire on le referait.

Par contre il y a des choses à dire à propos de ce qui s'est passé aux législatives, comment les négociations ont été menées. Par exemple, quand le NPA a décidé de se mettre en retrait des négociations, je le dis : j'étais content. Comment on peut négocier avec Roussel ? Comment on peut s'asseoir à la table de certains du Parti socialiste ou des Verts ? Nous on n'a pas envie de discuter

avec ces gens-là. Ils nous ont fait du mal, ils ont été au pouvoir, et si on est dans cet état dans nos quartiers, c'est de leur faute. L'erreur de la Nupes, c'est qu'elle aurait dû s'asseoir avec les militants, avec ceux qui font des choses. Et pas que dans les quartiers. Dans les campagnes aussi, partout où les gens se sont mobilisés depuis des années. Et non, il y a eu des parachutages.

Mais bon, on va voir si ça va nous servir. On ne va pas tout de suite dire que rien ne va. On espère qu'à la rentrée de septembre, les choses vont avancer. Par exemple, nous on a envie de discuter de l'école, et on va voir si à l'Assemblée les gens de la Nupes se saisissent de cette lutte. Pareil sur la désarmement de la police. Parce qu'avec les 89 députés du Rassemblement national, il va y avoir des débats sérieux, et on va voir comment ça va réagir à l'intérieur de l'Assemblée. Nous on veut désarmer la police municipale, on veut que l'argent aille à l'éducation, on veut soutenir nos professeurs, nos instituteurs, qui viennent dans nos quartiers éduquer nos enfants. Et il y a aussi la question du logement. Les expulsions on n'en veut plus, on veut que les familles puissent rester chez elles, qu'elles puissent garder leur appartement. Alors c'est pareil, on verra bien qui va se saisir de cette question.

Samir Elyes

« Notre devoir est de faire en sorte que le peuple s'en mêle »



Danielle Simonnet est psychologue de l'éducation nationale de formation, élue dans le 20^e depuis 2001, et au Conseil de Paris depuis 2008, aujourd'hui députée dans le 20^e. Extraits de sa première intervention lors de la réunion du 24 juin.

Pour commencer je tiens à remercier le NPA, et je dois dire que j'ai été hyper contente qu'on fasse cette campagne ensemble dans le 20^e, donc je voudrais tout particulièrement remercier les camarades du NPA 20^e, et tous les autres aussi bien sûr. Cette campagne, elle m'a rappelé celle pour le non au Traité constitutionnel européen, même si ce n'était pas évident de le dire en assemblée de la Nupes, puisque toutes les composantes de la Nupes n'étaient pas dans la campagne pour le non au TCE. Mais c'est cette ambiance que j'ai retrouvée dans le 20^e, avec des camarades d'horizons extrêmement différents, encartés ou non, avec un engagement syndical, associatif, citoyen, ou pas du tout.

« Ce qui se joue à gauche est important »

Je voudrais ré-insister sur le fait qu'on est vraiment dans une situation bien particulière, et il faut essayer de comprendre à quel moment on est. Oui, Macron s'est pris une claque avec ces élections législatives, et il faut le dire, le redire. Quelles conséquences ça a ? Déjà, on savait qu'il voulait attaquer dès juillet pour nous imposer leur contre-réforme des retraites à 65 ans, et ça on sait qu'ils y ont déjà renoncé - pas à leur réforme, mais en tout cas à le faire dès maintenant. Alors

évidemment on n'a pas gagné le fait qu'ils vont faire une autre politique, mais on voit qu'ils sont acculés et obligés de reculer. Et c'est tant mieux.

Concernant le Rassemblement national, il faut qu'on ait bien conscience que lorsque l'on dit que les politiques ultra-libérales, l'extrême marché, amènent forcément une dérive autoritaire du pouvoir, et aussi une division du peuple, l'encouragement au racisme, à la xénophobie et, au total, au fascisme, cela se vérifie avec la situation que l'on a sous les yeux. Le poids extrêmement important du Rassemblement national ne tombe pas du ciel. On a bien vu comment le gouvernement Macron, durant tout un quinquennat, a encouragé idéologiquement une hégémonie culturelle réactionnaire, fasciste.

Ce qui se joue à gauche aussi est important. Au deuxième tour, j'ai été candidate face à pas n'importe qui. J'étais candidate contre l'ancienne députée socialiste. Et au total, ce sont les citoyens et les citoyennes qui ont tranché entre deux stratégies à gauche : celle qui voulait maintenir la politique sociale-libérale du PS de Hollande, elle était d'ailleurs soutenue par Cazeneuve ; et celle qu'ont choisie les électeurs, celle de la Nupes, qui n'est pas seulement un accord électoral entre les forces politiques de gauche, mais qui est un accord stratégique qui se donnait comme objectif Jean-Luc Mélenchon Premier ministre, adossé à un programme partagé de rupture, pour gouverner.

Mais nous n'avons pas atteint la majorité, et nous n'allons donc pas mettre en place la politique pour laquelle nous nous étions présentés. Mais moi je l'ai toujours dit, à chaque réunion publique dans le 20^e : que l'on soit en situation de majorité demain, ou de minorité, notre objectif est de créer l'implication citoyenne du plus grand nombre, et le rapport de forces. Il n'y aura pas de politique de rupture dans ce pays, et donc de possibilité de changer radicalement la vie politique, s'il n'y a pas une implication du plus grand nombre. C'est une mobilisation qui va prendre des formes différentes : des grèves classiques, comme celles que l'on voit sur la question des salaires ; une éruption citoyenne, type Gilets jaunes, que personne n'avait prédite. Etc. Alors notre rôle, que ce soit nous, députéEs, mais aussi pour tous ceux et toutes celles qui se sont impliqués, et qui ont vocation à en impliquer d'autres, doit être de créer cette articulation entre la rue, les mobilisations, les rapports de forces, et l'Assemblée nationale. Cette articulation doit être précisée, définie, mais notre obligation, notre devoir, est de faire en sorte que le peuple s'en mêle : notre objectif, notre stratégie de révolution citoyenne, ce n'est pas seulement de prendre le pouvoir par les urnes, mais c'est de faire que le peuple exerce le pouvoir, ce qui passe par l'implication du plus grand nombre dans le combat et dans la lutte.

Danielle Simonnet

Ce n'est qu'un début, continuons le débat !



Crédit Photo. Photothèque Rouge / JMB

Vendredi 24 juin, 450 personnes, un public très jeune, se sont retrouvées à l'invitation du NPA pour une réunion publique sous forme de débat. Quelques jours après le second tour des élections législatives, il s'agissait de reprendre le fil des échanges, voire des confrontations, pour avancer dans l'organisation d'une gauche qui veut rompre avec le système.

Le plateau illustre parfaitement les données de la situation. Outre la présence de notre camarade Philippe Poutou pour porter la radicalité d'un anticapitalisme nourri par les luttes, nous avons invité Aurélie Trouvé, ex-porte-parole d'Attac, aujourd'hui présidente du parlement de la Nupes et élue députée dimanche 19 juin. Elle avait aussi écrit il y a quelques mois le Bloc arc-en-ciel, livre dans lequel elle discutait de la convergence possible des radicalités issues des mobilisations autour d'un projet politique commun. Pour mener aussi le dialogue avec le courant incarné depuis une quinzaine d'années par Jean-Luc Mélenchon (du Parti de gauche à l'Union populaire/LFI), Danielle Simonnet, élue d'opposition de gauche à Paris et aujourd'hui députée, était aussi présente. Toutes deux étant porteuses de la récente expérience de l'Union populaire, puis de la Nupes, l'enjeu de nos échanges avec elles était bien de discuter de l'articulation entre la place prise au sein des institutions et la construction du nécessaire rapport de forces sur les lieux de vie et de travail, ne serait-ce que pour résister à l'offensive qu'entend continuer Macron ces prochains mois.

En contre-point pourrait-on dire, la présence de Samir Elyes, militant quasi historique des quartiers (du Mouvement de l'immigration et des banlieues des années 1990 au comité Adama aujourd'hui), portait la parole du collectif « On s'en mêle », regroupement de militantEs de quartiers populaires qui ont souhaité participer pleinement à l'expérience de la Nupes sans que cela n'aboutisse vraiment.

Ses interventions portaient l'urgence sociale de bien des milieux populaires, en particulier issus de l'immigration, de la dégradation des services publics (notamment l'école) au renforcement du bras armé de l'État, avec la montée en puissance de la répression policière, sans parler du développement menaçant de l'extrême droite raciste. Avec en toile de fond la méfiance légitime de celles et ceux qui ont déjà entendu tant de promesses venues de la gauche et à qui on ne la fait pas, ou plus...

Institutions et mobilisations

Les premiers échanges autour de l'analyse de la situation ont été marqués par de larges convergences. Si tout le monde s'est réjoui de la fragilité de Macron à l'issue de cette séquence électorale, le poids de l'extrême droite, avec en particulier les 89 élus du Rassemblement national, et les coups d'œil appuyés du macronisme en direction de la droite, voire de l'extrême droite, annoncent des jours difficiles. Les milieux populaires, la gauche sociale et politique, ne peuvent donc rester l'arme au pied.

En deuxième partie de réunion, une discussion s'est installée autour de la stratégie de transformation sociale de La France insoumise s'appuyant essentiellement sur les urnes, misant sur la possibilité de nouvelles élections législatives anticipées face aux difficultés de Macron, avec pour horizon possible Mélenchon Premier ministre. En opposition, Philippe Poutou a rappelé que nous ne sommes pas indifférentEs à ce qui se passe sur le terrain électoral qui peut produire des effets positifs comme négatifs, mais que notre projet reste que celles et ceux d'en bas fassent de la politique eux-mêmes et prennent leurs affaires en main. Qu'iels s'arment d'un programme radical qui ne cède rien par exemple sur le terrain du chauvinisme ou du souverainisme, avec la nécessité d'ouvrir les frontières... Notre camarade a aussi ajouté que la Nupes pourra d'autant plus résister à la classe dirigeante qu'elle se mettra sous la pression du mouvement social et de ses luttes.

Ce premier rendez-vous, réussi de l'avis du plus grand nombre, en appelle d'autres. En conclusion, au nom du NPA, Penelope Duggan a invité tout le monde à notre prochaine université d'été, qui cette année sera particulièrement utile pour mettre autour d'une même table les différentes composantes d'une gauche qui n'a pas renoncé à changer la société et les anticapitalistes et révolutionnaires ouverts à la discussion. Il faut aussi envisager des répliques locales de ce type de réunion. La gravité de la situation impose à touTEs de rompre avec le train-train et d'envisager concrètement de construire des convergences en soutien aux mobilisations, permettant d'avancer dans l'organisation d'un front politique durable en rupture avec le capitalisme.

Manu Bichindaritz

On peut retrouver l'intégralité de la réunion du 24 juin en ligne sur notre chaîne YouTube :
www.youtube.com/watch?v=RyZ1-gPATwc

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 622 (30/06/2022). Publié le Dimanche 3 juillet 2022 à 21h00 :
<https://lanticapitaliste.org/arguments/politique/rencontre-du-26-juin-2022-un-debat-et-un-debut>